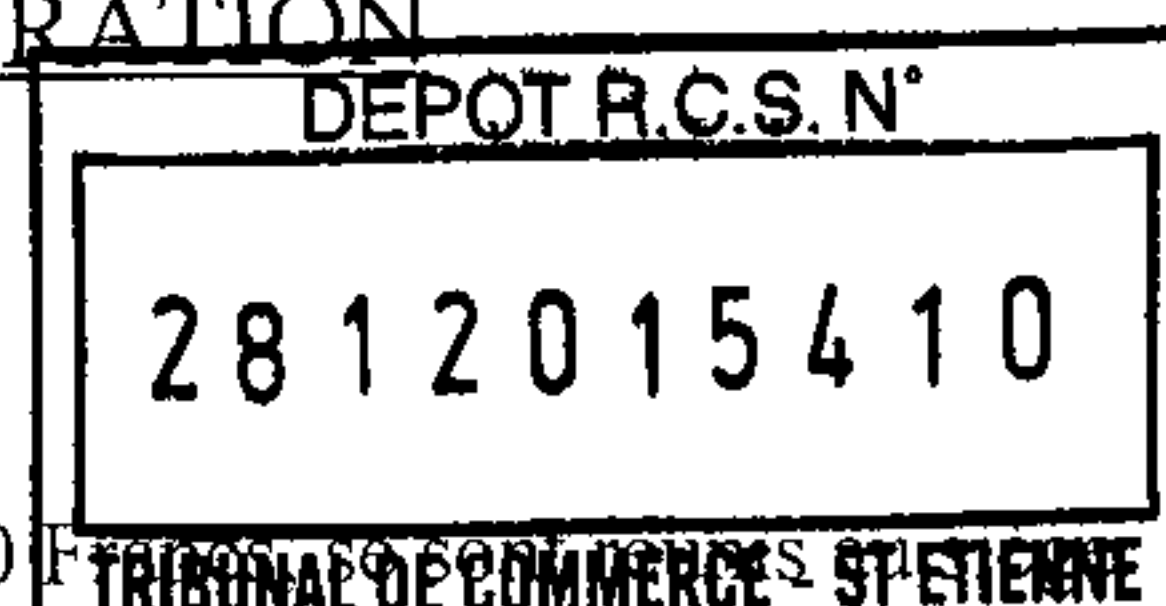


ACI
SARL au capital de 50 000 Francs
ZAC La Gouyonnière
42480 LA FOUILLOUSE

98 B 289

418 239 810 RCS ST ETIENNE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 24 SEPTEMBRE 2001
PROCES VERBAL DE DELIBERATION



L'an deux mil un,

Le vingt quatre septembre à dix huit heures,

Les associés de la société « ACI », SARL au capital de 50 000 Francs, se réunissent en assemblée générale, sur convocation de la gérance faite plus de quinze jours auparavant.

Ordre du jour :

- approbation des comptes clos le 31 mars 2001 et quitus à la gérance de sa gestion au cours de cet exercice,
- affectation du résultat,
- rémunération de la gérance,
- ratification d'un contrat de travail,
- modification du capital social,
- questions diverses.

Sont présents :

- Madame Linda ROCHON, possédant 22 parts
- Monsieur Robert ROCHON, possédant 22 parts
- Monsieur Dominique BRUNETTI, possédant 6 parts

Soit, la totalité du capital social 50 parts

Madame Linda ROCHON, gérante, dépose devant l'assemblée et met à sa disposition :

- le rapport général de la gérance,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 mars 2001,
- le texte des résolutions proposées.

Elle rappelle que ces documents ont été remis aux associés non gérants lors de la convocation de l'assemblée, soit plus de quinze jours auparavant.

Ensuite la gérante donne lecture de son rapport général et de son rapport spécial.
Lecture faite. elle déclare la discussion ouverte.

Après un bref échange de vue entre les associés, personne ne demandant la parole, il est passé au vote des résolutions.

PREMIERE RESOLUTION

Les associés donnent acte à la gérance de la régularité de la convocation et de la mise à disposition des documents légaux dans les délais légaux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A large, stylized handwritten signature in black ink.

DB
CR

DEUXIEME RESOLUTION

Les associés approuvent le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 mars 2001 et donnent quitus à la gérance de sa gestion au cours de cet exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'affecter le résultat ainsi :

- réserve légale	1 531.68 F
- réserve facultative	19 735.94 F
- dividende	70 000.00 F

Soit, la totalité du résultat 91 267.62 F

Le dividende sera de 1 400 Francs par parts, outre avoir fiscal de 700 Francs. Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au cours des exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve la rémunération de Madame Linda ROCHON, gérante, soit 54 900 Francs pour l'exercice 2000/2001.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité ; Madame Linda ROCHON ne prenant pas part au vote.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale fixe l'indemnité de gérance de Madame ROCHON à 2 500 Francs brut par mois plus le droit d'utiliser pour ses besoins personnels les véhicules de la société (cette utilisation sera valorisée selon son usage effectif pour le calcul des charges sociales).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité ; Madame Linda ROCHON ne prenant pas part au vote.

SIXIEME RESOLUTION

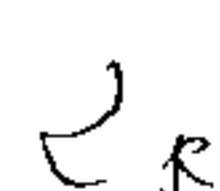
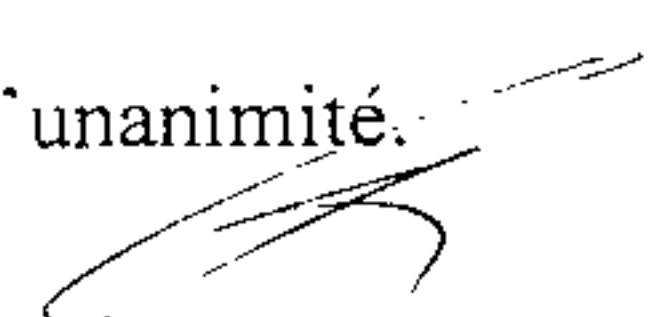
L'assemblée approuve le contrat de travail d'« acheteur » position V coefficient 220 de la convention collective conclu entre la société et Madame Linda ROCHON pour un temps de travail de 18 heures par semaine et un salaire mensuel brut de 4 000 Francs.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité ; Madame Linda ROCHON ne prenant pas part au vote.

SEPTIEME RESOLUTION

Les associés décident d'augmenter le capital social d'une somme de 81 191,40 Francs prélevée sur le poste réserves facultatives pour le porter à la somme de 131 191.40 Francs par élévation de la valeur nominale des parts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



DB

HUITIEME RESOLUTION

Les associés décident d'exprimer le capital en EUROS soit 20 000 EUROS divisé en 50 parts de 400 EUROS chacune et modifient l'article 10 des statuts qui sera rédigé ainsi :

ARTICLE 10 : CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES – APPORTS

I. Montant du capital et parts sociales

Le capital social s'élève à VINGT MILLE Euros (20 000 €).

Il est divisé en CINQUANTE Parts sociales de QUATRE CENT Euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, numérotées de 1 à 50, le tout ainsi qu'il résulte infra des paragraphes II et III.

II. Apport en numéraire. Souscription et libération

Les associés initiaux ont effectué des apports en numéraire, savoir :

- Madame Linda ROCHON, la somme de VINGT MILLE FRANCS,	
ci	20 000 F
- Monsieur Robert ROCHON, la somme de VINGT MILLE FRANCS,	
ci	20 000 F
- Monsieur Renaud ROCHON, la somme de CINQ MILLE FRANCS,	
ci	5 000 F
- Et Monsieur Dominique BRUNETTI, la somme de CINQ MILLE FRANCS,	
ci	5 000 F

Soit ensemble la somme en espèce de CINQUANTE MILLE FRANCS,	
ci	50 000 F

Laquelle somme a été versée par les comparants dans les proportions sus indiquées dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la société en formation à ANDREZIEUX, en l'Agence du CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE.LOIRE ainsi qu'il résulte d'une attestation de ladite banque en date du MARS 1998, qui demeurera annexée aux présentes.

Elle ne pourra être retirée par la gérance qu'après l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sur présentation du certificat attestant l'exécution de cette formalité.

III. Répartition du capital

En conséquence des apports initiaux, d'une cession de parts et d'une augmentation de capital décidée le 24.09.2001, le capital est réparti ainsi :

- Madame Linda ROCHON, de VINGT DEUX (22) parts portant les numéros 1 à 20 et 41 et 42. ci	22 parts
- Monsieur Robert ROCHON, de VINGT DEUX (22) parts portant les numéros 21 à 40 et 43 et 44. ci	22 parts
- Monsieur Dominique BRUNETTI, de SIX PARTS (6) parts portant les numéros 45 à 50. ci	6 parts

DB
CR

Total égal au nombre de parts composant le capital social
CINQUANTE (50) PARTS DE 400 EUROS chacune,
ci50 PARTS

Conformément à la loi, les comparants déclarent expressément que les 50 parts sociales, présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en espèces et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la gérante déclare l'assemblée close.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les associés présents.

L. ROCHON

R. ROCHON

D. BRUNETTI

DUPLICATA

POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE SAINT-ETIENNE NORD-OUEST

22 OCT. 2001

DF 1500 F
Timbre 320 F

SER. 400/1

REÇU

[- DT DE TIMBRE Trois cent. vingt. francs
- Dts D'ENREGT mille cinq cent. francs

Le Receveur Divisionnaire
des Impôts

STATUTS S.A.R.L. "ACI"

Modifiés par l'assemblée générale mixte
du 24 SEPTEMBRE 2001

STATUTS SARL @.C.I.

STATUTS DE LA SARL @.C.I.

Du : 11 MARS 1998.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1) Madame Linda Raymonde Lucia Catherine RICO, Commerciale, épouse de Monsieur Gérard Baptiste Germain ROCHON, avec lequel elle demeure à SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (Loire) lieudit "LES FAVIERS".

Née à MONTBRISON le 14 Janvier 1955.

Mariée avec Monsieur ROCHON, en Mairie de ST-GEORGES-HAUTE-VILLE le 30 Août 1986, soumise au régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me TEMPERE Notaire à MONTBRISON le 27 Août 1986, régime non modifié depuis, ainsi déclaré.

2) Monsieur Robert Christian Louis ROCHON, Président de société, demeurant à MONTBRISON, 32 bis, Rue du Huit Mai.

Né à MONTBRISON le 20 JANVIER 1948.

Veuf, non remarié, de Madame Jocelyne PERLES.

3) Monsieur Renaud Lucien Henri ROCHON, étudiant, demeurant à MONTBRISON, 32 bis rue du Huit Mai.

Né à MONTBRISON le 31 DECEMBRE 1979.

Célibataire majeur.

4) Et Monsieur Dominique BRUNETTI, technico-commercial, demeurant à SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE lieudit "LA PRA".

Né à MONTBRISON le 20 MARS 1965.

Epoux de Madame Florence BASSO, avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me CHAMBON Notaire associé à MONTBRISON le 2 JUILLET 1990, non modifié depuis, ainsi déclaré.

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux.

TITRE Ier - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Pour parvenir à la constitution de la société, ses fondateurs ont procédé et procèdent comme suit :

ARTICLE PREMIER : ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actes et engagements accomplis et/ou à accomplir pour le compte de la société en formation font l'objet d'un état et/ou d'un mandat, revêtus de la signature des associés fondateurs et annexés aux présents statuts après mention.

ARTICLE DEUX : DEPOT DES FONDS

Les fonds correspondant aux apports de numéraire visés infra à l'article 10, intégralement libérés, ont été déposés à l'Agence du CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE-LOIRE à ANDREZIEUX, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Le retrait de ces fonds ne peut être effectué que par le gérant ou son mandataire sur présentation au depositaire du certificat spécial du greffier du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE TROIS : FORMALITES

I. - Pouvoirs pour les formalités constitutives :

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits conformes des pièces constitutives, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises.

ARTICLE QUATRE : FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et de ses suites seront supportés par la société, inscrits en compte de frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

TITRE II - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE - PREMIERS MEMBRES DES ORGANES SOCIAUX

ARTICLE CINQ : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est @ C.I.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, elle doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE SIX : FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci après visées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par la législation française, notamment par la loi numero 66-537 du 24 juillet 1966 et le décret numero 67-236 du 23 mars 1967, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE SEPT : SIEGE SOCIAL - R.C.S. - SUCCURSALES

I. - Siege social - R.C.S.

Le siège de la société est fixé à LA FOUILLOUSE (loire) ZAC DE LA GOYONNIERE du ressort du tribunal de commerce de SAINT-ETIENNE, lieu de son immatriculation au R.C.S.

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective des associés de nature extraordinaire.

II. - Succursales, Agences, Dépôts.

La création, le déplacement, la fermeture d'établissements annexes en tous lieux et en tous pays interviennent sur simple décision de la gérance.

ARTICLE HUIT : OBJET SOCIAL

La société a pour objet l'ACHAT - VENTE de CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE TOUT MATERIEL S'Y RAPPORTANT - PAPETERIE DE BUREAUTIQUE - ET PLUS GÉNÉRALEMENT L'EQUIPEMENT, LE MATERIEL et LES FOURNITURES DE BUREAU - L'ACHAT - LA VENTE - LA REPARATION - L'ENTRETIEN DE TOUT CE QUI TOUCHE AU BESOIN DE L'ENTREPRISE.

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de gérance libre, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société de participation ou groupement d'intérêt économique ou de prise, ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.

Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci dessus ou à tout objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE NEUF : DUREE

I.- Détermination

La durée de la société est fixée à CINQUANTE (50) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

II.- Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci dessus.

La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

III.- Dissolution

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée, comme encore au terme du délai de deux ans au cours duquel le nombre des associés serait resté supérieur à cinquante, si - dans le même délai - une régularisation n'est pas intervenue dans les conditions précisées à l'article 36 de la loi du 24 juillet 1966.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment la dissolution anticipée ; elle doit se prononcer sur ce sujet lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, du fait de pertes.

Tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

. Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le gérant, ou le commissaires aux comptes s'il en existe, n'a pas provoqué la décision collective des associés visée au second alinéa du présent article dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même

sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées au deuxième alinéa de l'article 68 de la loi du 24 Juillet 1966.

. Lorsqu'une même personne physique est déjà associée unique d'une autre société à responsabilité limitée ou encore lorsqu'une société à responsabilité limitée a pour associé unique une autre S.A.R.L. composée d'une seule personne.

. En cas de réduction du capital social au-dessous du minimum légal en contravention des dispositions du deuxième alinéa de l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE DIX : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES - APPORTS

I.- Montant du capital et parts sociales

Le capital social s'élève à VINGT MILLE EUROS (20 000 Euros)

Il est divisé en CINQUANTE Parts sociales de 400 EUROS chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, numérotées de 1 à 50, le tout ainsi qu'il résulte infra des paragraphes II et III.

II.- Apports en numéraire. Souscription et libération

Les associés initiaux ont effectué des apports en numéraire, savoir:

- Madame Linda ROCHON, la somme de VINGT MILLE Francs,
ci 20.000,00 Frs

- Monsieur Robert ROCHON, la somme de VINGT MILLE
Francs, ci 20.000,00 Frs

- Monsieur Renaud ROCHON, la somme de CINQ MILLE
Francs, ci 5.000,00 Frs

- Et Monsieur Dominique BRUNETTI, la somme de
CINQ MILLE Francs, ci 5.000,00 Frs

Soit ensemble la somme en espèce de CINQUANTE
MILLE Francs, ci 50.000,00 Frs

Laquelle somme a été versée par les comparants dans les proportions sus indiquées dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la société en formation à ANDREZIEUX, en l'Agence du CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE.LOIRE ainsi qu'il résulte d'une attestation de ladite banque en date du MARS 1998, qui demeurera annexée aux présentes.

Elle ne pourra être retirée par la gérance qu'après l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sur présentation du certificat attestant l'exécution de cette formalité.

III.- Répartition du capital

En conséquence des apports initiaux et d'une cession de parts et d'une augmentation de capital décidée le 24/09/01, le capital est réparti ainsi :

- Madame Linda ROCHON, de VINGT DEUX (22) parts portant
les numéros 1 à 20 et 41 et 42, ci 22 parts
- Monsieur Robert ROCHON, de VINGT DEUX (22) parts portant
les numéros 21 à 40 et 43 et 44, ci 22 parts
- Monsieur Dominique BRUNETTI, de SIX (6) parts portant
les numéros 46 à 50 et 45, ci 6 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital
social CINQUANTE (50) PARTS DE MILLE FRANCS chacune,
ci 50 PARTS

Conformément à la loi, les comparants déclarent expressément que les 50 parts sociales, presentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en espèces et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE ONZE - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1er avril au 31 Mars.

Le premier exercice social prendra fin le 31 mars 1999.

ARTICLE DOUZE - GERANTS - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée : Madame Linda Raymonde Lucia Catherine RICO, épouse de Monsieur Gérard ROCHON, sus nommée, née à Montbrison le 14 janvier 1955.

Laquelle déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à leur nomination.

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

ARTICLE TREIZE - AGREMENT DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La collectivité des associés statue sur l'agrément des cessions et transmissions de parts sociales selon ce qui est spécifié à l'article 20.

TITRE III - ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE QUATORZE - GERANCE

I. Nomination des gérants - Demission des gérants

Nomination :

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Au cours de la vie sociale les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux à la signature sociale, dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

Le mandat d'un gérant prend fin à l'issue de l'assemblée des associés se prononçant sur les comptes de l'exercice écoulé, se réunissant au cours de l'année pendant laquelle ce mandat vient à expiration.

Démission

Tout gérant a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge par lui d'informer les associés et éventuellement les co gérants de sa décision à cet égard, trois mois au moins avant la cloture d'un exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est dressé acte de ce changement de qualité qui ne prend effet qu'à l'issue de la cloture de l'exercice en cours.

La démission donnée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de la société.

Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire, peut toujours accepter la démission d'un gérant avec effet d'une date ne coïncidant pas avec la cloture d'un exercice.

Le gérant démissionnaire doit, s'il n'y a pas de cogérant, provoquer une décision collective en vue de son remplacement ; la prise d'effet de sa démission est suspendue, s'il échet, jusqu'au remplacement effectif.

II.- Pouvoirs du ou des gérants

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société, mais en ce qui concerne uniquement les formalités nécessaires à la création de la société, (immatriculation, déclaration fiscale etc....)

Tous les autres actes concernant la société doivent faire l'objet d'une décision prise en assemblée générale à la majorité des associés;

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, en cas de pluralité de gérants et à moins que les associés, par décision collective de nature ordinaires, n'aient prévu une dispense pour les actes ou engagements inférieurs à une limite qu'ils fixent, un gérant doit informer le ou les autres gérants de la prochaine intervention d'un acte ou engagement et s'en réserver la preuve. Le ou les autres gérants peuvent s'opposer à l'accomplissement de tout acte ou engagement avant qu'il ne soit conclu.

Cependant, les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés doivent être autorisés préalablement par une assemblée générale des associés et à la majorité de ceux-ci, savoir :

- les achats, ventes, apports ou échanges d'immeubles ou fonds de commerce,

- les emprunts et les crédits bancaires supérieurs à la limite fixée par les associés,
- les constitutions d'hypothèque ou de nantissement,
- les prises de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes personnes morales constituées ou à constituer.

III.- Délégation de pouvoirs

Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions visées au paragraphe ci-dessus.

IV.- Hypothèques et sûretés réelles

Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établis sous signatures privées alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

V.- Responsabilité des gérants

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.

VI.- Rémunération des gérants

Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, aux bénéfices ou/et au chiffre d'affaires, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décisions collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

VII.- Assiduité - Concurrence

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société puis en outre pendant cinq années après cessation de ses fonctions, dans un rayon de vingt kilomètres.

VIII.- Révocation d'un gérant

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

De plus, un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

IX.- Obligations de la gérance

Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du

rapport de gestion, ainsi que - si les critères sont remplis - des documents financiers et comptables et des rapports visés aux articles 340-1 et 340-3 de la loi du 24 juillet 1966.

La gérance est tenue en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article 230-3 de la loi précitée.

Elle doit encore effectuer la formalité de dépôt des documents visés à l'article 44-1 de la loi du 24 juillet 1966 et, le cas échéant, les formalités de publicité visées à l'article 298 du décret sur les sociétés commerciales.

ARTICLE QUINZE : CONTROLE DES OPERATIONS SOCIALES

I.- Intervention de commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires doivent ou peuvent être désignés dans les conditions visées à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966. ces commissaires exercent leur mission selon ce qui est dit aux articles 66 et 340-3 de cette loi.

II.- Examen des conventions entre un associé ou un gérant et la société.

1.- Conventions soumises à ratification des associés.

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

2.- Conventions soumises à autorisation préalable

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés.

3.- Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant au autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales ce, dans le respect des prescriptions des articles 61 à 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Toutefois, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une forme avec laquelle le capital réduit soit compatible.

L'apporteur de biens en nature, s'il est déjà associé, peut prendre part au vote sur l'approbation de son apport, sans limitation du nombre de ses voix.

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés doivent le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

La gérance, le cas échéant, met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'elle fixe et ceci sous peine d'astreinte à fixer par le juge.

TITRE V - PARTS SOCIALES

ARTICLE SEIZE : PARTS DE CAPITAL ET PARTS D'INDUSTRIE

En représentation des apports en capital qui lui sont faits, la société émet des parts sociales de même valeur nominale, intégralement libérées dès leur création, lesquelles contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut exceptionnellement émettre des parts sociales sans valeur nominale en rémunération des apports en industrie qui lui sont faits. Ces parts, hors capital social, sont dites : parts sociales d'industrie.

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés, leur répartition est mentionnée dans les statuts qui constatent également la libération intégrale des parts de capital ainsi que le dépôt des fonds.

ARTICLE DIX SEPT : PROPRIETE - CESSION - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES DE CAPITAL

Les parts sociales de capital ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux

copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au R.C.S.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par le mandataire unique visé à l'article 23.

ARTICLE DIX HUIT : CARACTERE STRICTEMENT PERSONNEL DES PARTS SOCIALES D'INDUSTRIE

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre strictement personnel. Elles ne sont pas dans le commerce et sont annulées en cas de décès comme en cas de cessation définitive des prestations dues par le titulaire, intervenant pour quelque cause que ce soit.

TITRE VI - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

ARTICLE VINGT : DROIT DE DISPOSITION SUR LES PARTS SOCIALES DE CAPITAL

La cession entre vifs des parts sociales de capital, le sort de telles parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale est disparue et l'aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital sont réglés comme suit :

I.- Cessions entre vifs

1.- Toute opération sans autres exceptions que celles prévues en II du présent article ayant pour but ou pour résultat le transfert ou l'attribution entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales préexistantes est soumise à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, tant de capital que d'industrie, le vote de l'associé cédant étant pris en compte.

2.- Toutefois, sont libres les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique ou, s'il y a pluralité d'associés entre associés, entre conjoints, et entre ascendants et descendants.

3.- La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par la loi du 24 Juillet 1966 et son décret d'application.

4.- En cas de recours à l'expertise, les frais et honoraires de l'expert sont pris en charge, moitié par le cédant, moitié solidairement par les acquéreurs qui les répartiront entre eux au prorata du nombre de parts qu'ils acquièrent. Si le rachat ne peut intervenir pour une cause quelconque, les frais et honoraires d'expertise sont supportés par la personne ayant défailli ou renoncé.

II.- Transmission de parts pour cause de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé

1.- Toute transmission, attribution ou dévolution de parts ayant sa cause dans le décès ou la disparition de la personnalité morale d'un associé, sans autres exceptions que celles prévues ci-après en 2 du présent article II, est soumise à l'agrément des associés subsistant représentant les 3/4 au moins des parts sociales.

2.- Toutefois, sont libres toutes opérations visées au paragraphe

précédent en suite du décès ou de la dissolution de la personnalité morale de l'associé unique; sont libres, s'il y a pluralité d'associés, toutes transmissions faites au conjoint, aux ascendants ou descendants d'un associé décédé.

3.- La société doit faire connaître sa décision dans le délai de deux mois courant à partir de la dernière des notifications à la société et aux associés, des qualités héréditaires ou du projet d'attribution ou de dévolution.

En cas de refus d'agrément, il est fait application des dispositions légales et réglementaires prévues pour les cessions de parts sociales entre vifs.

4.-En cas de recours à l'expertise les frais et honoraires de l'expert sont supportés moitié par la société, moitié solidairement par les acquéreurs qui les répartiront entre eux au prorata du nombre de parts acquises.

5.- La société peut mettre les héritiers, conjoints ou dévolutaires en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

III.- Aptitude a devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

ARTICLE VINGT ET UN : DROIT SUR LES BENEFICES, LES RESERVES ET LE BONI DE LIQUIDATION

Sans préjudice du droit au remboursement du capital non amorti qu'elle représente chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves, et du boni de liquidation.

Les droits attachés aux parts d'industrie sont définis lors de leur création.

ARTICLE VINGT DEUX : DROIT A L'INFORMATION

1.- En cas de pluralité d'associés, l'information des associés est assurée comme suit :

. Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée qui doit se tenir dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice écoulé, le rapport de gestion, les comptes annuels, le rapport sur la gestion du groupe, les comptes consolidés, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés sont adressés aux associés par lettre recommandée. Pendant le même délai, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de la communication visée à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant est tenu de répondre au cours de l'assemblée.

. A toute époque, un associé a le droit de prendre connaissance par lui même et au siège social - assisté s'il le désire, d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux - des comptes annuels, inventaires et rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. A l'exception des inventaires l'associé peut prendre copie de ces documents.

. Quinze jours au moins avant toute assemblée autre que l'assemblée annuelle, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont adressés aux associés par lettre recommandée et sont tenus, en outre, à leur disposition au siège social. Les associés peuvent en prendre copie.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents accompagnent la lettre de consultation.

. Deux fois par exercice, tout associé non gérant peut poser des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Le gérant est tenu de répondre par écrit et doit communiquer sa réponse au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

. Le cas échéant, sur demande du commissaire aux comptes, s'il en existe, il reçoit communication du rapport visé à l'article 340-3 de la loi du 24 juillet 1966.

2.- Il est fait application des dispositions de l'article 60-1 de la loi du 24 juillet 1966, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé. L'associé unique reçoit, le cas échéant, le rapport visé au dernier alinéa du paragraphe qui précède.

ARTICLE VINGT TROIS : DROIT D'INTERVENTION DANS LA VIE SOCIALE

Outre les droits par ailleurs reconnus dans les présents statuts:

. tout associé peut participer personnellement aux décisions collectives d'associés ou, s'il s'agit d'assemblées, s'y faire représenter par un mandataire, associé ou conjoint.

Lorsque la société, vient à ne plus comprendre que deux seuls associés, la représentation d'un associé est toutefois interdite par l'autre associé, fût-il le conjoint du mandant.

L'associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus ci après collectivement aux associés, en cas de pluralité d'associés.

Dans ce cas, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées sur le registre visé par la loi.

. les propriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires.

. En cas d'usufruit s'exerçant sur des parts sociales, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, toutefois, l'usufruitier participe seul au vote des décisions concernant l'affectation des bénéfices.

. Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'il représentent au moins le quart des associés, le quart

des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

. Tout associé - par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé - peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

ARTICLE VINGT QUATRE : OBLIGATION DE RESPECTER LES STATUTS

La détention de toute part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés ou aux décisions de la gérance.

Héritiers et créanciers ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

ARTICLE VINGT CINQ : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Sauf à respecter la réglementation bancaire, chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions de l'article 15 II ci-dessus.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêts et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal moins deux points et le remboursement interviendra au plus tôt DEUX mois après la demande notifiée à la société.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1.- Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite au choix de la gérance, ou par acte signé de tous les associés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour tous autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés comme dit à l'article 23 ci-dessus.

2. Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

3. Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement modification des statuts notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions visées ci-dessus à l'article 20 ou la dissolution anticipée.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les 3/4 au moins des parts sociales.

4. Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes

de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

SI cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelque soit le nombre de votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

5.- Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux de décisions collectives sont celles définies par la loi et le règlement.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

TITRE VIII - BENEFICES : AFFECTATION ET REPARTITION - PERTES

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu, des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles ci attribuée aux associés sous forme de dividende; ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-la, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux qui restent à la disposition de l'assemblée ordinaire des associés, soit au compte "report à nouveau".

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance. Toutefois cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur la requête à la demande de la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte "Report à nouveau" ou compensées directement avec les réserves existantes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DIVERS

ARTICLE VINGT SIX : LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique, comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective ordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes, s'il en existe.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions, non contraire aux présents statuts, des articles 390 et suivants de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et les articles 266 et suivants du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de l'article 21 ci dessus.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège de la société avec attribution de juridiction au tribunal de commerce de ce siège.

Fait à LA FOUILLOUSE,

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT;

Le ONZE MARS.

En autant d'originaux que nécessaire.

*Lu et approuvé
Bon pour la fonction
de co-gérant*

